

*Les textes qui suivent constituent le prolongement de la journée ESO qui s'est tenue à Caen le 17 septembre 2001. Le thème de réflexion en était "Communauté(s)". Les principales présentations ont donné lieu aux articles rassemblés ci-après. La participation de deux invités extérieurs à notre UMR, Odile Hoffmann de l'IRD et Jean-Luc Piveteau, a été riche par les regards neufs qu'ils ont pu apporter à notre équipe et par les interventions constructives dont ils ont su ponctuer nos échanges. Ils nous ont, sans aucun doute, conforté dans notre volonté de mener à bien la réalisation de ce travail et, espérons-le, incité à poursuivre les réflexions lors des années à venir.*

Interpeller les sociétés par le biais de la communauté, des communautés, nous introduit au cœur des interrogations liant espaces et sociétés. Si déjà en son temps, l'École de Chicago en faisait un objet majeur de recherche, les phénomènes et expressions communautaires n'ont cessé jusqu'à présent d'intéresser les chercheurs, notamment les sociologues, les ethnologues, les historiens, les philosophes et les géographes. C'est ici l'occasion de revisiter ce terme de "communauté(s)" à travers ses fondements, ses présupposés de départ et ses expressions.

## COMMUNAUTÉS ET GÉOGRAPHIE

La sociologie a produit beaucoup d'études sur les communautés, surtout rurales, et sur leur mode de formation et de constitution. La géographie a utilisé la notion comme forme résumée des sociétés villageoises ou paysannes en général, comme chez M. Sorre (1961). Elle reprend en cela la lecture des espaces ruraux faite par les historiens qui montrent la force de la communauté villageoise autour de la paroisse comme base d'organisation de l'espace rural et de la société à partir de l'époque médiévale (Duby, 1977). Mais, l'un des handicaps tangibles de la référence à la communauté dans la géographie française, après P. George, est la référence à la notion vidalienne de "genre de vie" caractérisant les sociétés rurales (en général) installées dans les divers espaces régionaux, des milieux, aux fondements physiques ou naturels. Le genre de vie recouvre "un ensemble collectif de pratiques transmises et consolidées par la tradition grâce auxquelles un groupe humain entretient son existence dans un milieu déterminé" (Sorre, 1961). Parmi ces pratiques, les dimensions religieuses ou spirituelles ne pouvaient être ignorées. La

notion s'appliquait de préférence aux sociétés rurales, en fonction des spécialisations, des obligations et tout particulièrement de l'usage de fractions communes du territoire. Par excellence, le genre de vie caractérise des communautés de village, agricoles, à habitat groupé et pratiques communautaires. Et plutôt dans les plaines, car on souligne très tôt la variété des genres de vie et de l'habitat dans les Préalpes françaises (Blache, 1933) et la vanité de chercher à définir le genre de vie montagnard. Toutefois, les géographes n'ont pas hésité, mais avec peu de démonstrations, à étendre la notion à d'autres catégories sociales comme les cheminots, les enseignants et autres groupes d'actifs urbains. La meilleure adéquation entre genre de vie et communauté fut trouvée par Deffontaines (1948) avec les monastères et couvents. Mais plus généralement la notion n'est plus guère usitée dès lors que la différenciation ou stratification sociale s'accroît dans les populations agricoles. Il faut passer aux genres de vie "mixtes", comme pour les ouvriers-paysans dans la plaine d'Alsace de Juillard (1953) pour analyser les transformations sociales du milieu rural.

Dans la géographie sociale française, l'appel à la communauté s'avère rare ou marginal: on lui préfère avec Mendras, les "collectivités rurales", et on reconnaît uniquement des communautés ethno-religieuses (Frémont et alii, 1984), ou on réserve l'appellation aux formes historiques du village occidental et actuelles ou subactuelles de populations plus ou moins "primitives" (Di Méo, 1991). Le décryptage des organisations sociales en terme de communautés semble plutôt réservé à des situations jugées culturellement singulières (stigmatisations ethniques ou religieuses) ou à des sociétés ne participant pas à nos critères de modernité occidentale (pays du Sud notamment) et, de ce fait, renvoyées à un décalage, qui, lui, serait censé favoriser une lecture communautaire des relations

socio-spatiales. Ces ciblage communautaires se rapprochent plus du mouvement culturaliste de la géographie, particulièrement dans la géographie française. Elle a fortement marqué par exemple les tropicalistes, très influencés par l'ethnologie. Cependant, Lévi-Strauss s'est nettement engagé pour l'universalisme et a montré l'unité des sociétés en s'appuyant sur la diversité même de leurs productions culturelles. La géographie américaine et britannique est, elle, plus unanime et plus ubiquiste dans sa lecture communautaire. Les présupposés communautaires y sont en fait fortement empreints de l'École de Chicago mais aussi de la géographie sociale anglo-saxonne.

## ACCEPTIONS

La définition banale fait de la communauté "un groupe social caractérisé par le fait de vivre ensemble, de posséder des biens communs, d'avoir des intérêts, un but communs". Elle peut satisfaire tout un chacun et même le chercheur en sciences sociales qui ne manquera pas de l'enrichir avec ici un sentiment d'appartenance au groupe, là une nécessaire participation à l'action commune. Pour en revenir aux distinctions de Tönnies (1944), dans la communauté, les biens et les individus sont organiquement associés, et ses membres manifestent un haut degré de solidarité. La sociologie américaine insiste plus sur les liens entre individus, les relations sociales internes, les rapports sociaux développés dans un espace géographique particulier et l'occupation d'un territoire pour définir une *community* (Hillery, 1955). Le fait de "vivre ensemble" n'est pas repris comme condition sine qua non dans bon nombre d'autres définitions qui envisagent donc la possibilité de la non proximité spatiale pour une formation communautaire. Par exemple, la définition donnée dans "Les mots de la géographie" retient la communauté comme "groupe social ou institution unis par des intérêts de même nature, avec quelquefois des origines communes et souvent un territoire commun" (Brunet R., 1992, p. 117). Le Grand Larousse universel évacue cette idée de vivre ensemble et garde comme ciment "les liens d'intérêts, les habitudes communes, les opinions ou les caractères communs" (Grand Larousse universel, 1992).

Revenir à l'étymologie du terme permet de souligner le paradoxe contenu dans ce que certains utilisent comme un concept "depuis la sociologie allemande de la fin du 19ème siècle jusqu'au néocommunautarisme américain"

(Esposito R., 2000). Le mot communauté trouve son origine dans le terme latin *communitas*, lui-même dérivé de *munus* qui, en latin, a le sens de don, obligation (que l'on doit accomplir en faveur d'un autre) (Esposito R., 2000). La racine indo-européenne en est *mei*: aller, changer (Brunet R., 1992). Dans son sens premier, la communauté est donc l'ouverture sur l'autre et non le repli sur des valeurs intrinsèques. Or, comme le souligne le philosophe italien Esposito, la communauté est actuellement conçue et pratiquée comme une appartenance à une identité et non comme la recherche de l'altérité ou son respect permettant la vie en commun. Mais à l'origine, la communauté se définit d'abord et avant tout par la mise en œuvre de règles collectives, d'une morale commune et acceptée, qui n'est érigée que pour permettre le vivre ensemble, pour gérer la différence, le rapport à l'autre. Elle s'individualise désormais, à contre sens, plutôt dans un rejet de l'autre. La communauté correspond alors à la mise en marche d'un "grand mécanisme immunitaire de défense", très lointain de l'idée originare de communauté. Les présupposés de départ de désignation communautaire sont désormais construits sur la valorisation de la différence et non sur le lien avec d'autres composantes sociales. Le préalable à la reconnaissance communautaire est désormais de "considérer comme commun ce qui est propre à un certain groupe de personnes et non à un autre" (Brunet R. 1992), que la communauté soit relative à un territoire, à une religion ou à une ethnie. Cette valorisation de la différence, loin de faire l'unanimité, suscite de nombreuses interrogations et réticences, car elle est lourde de responsabilités. La géographie culturelle s'est plus volontiers emparée de l'exaltation des différences, recherchant par exemple à classer les "exotismes", à segmenter sociétés et espaces sur des repères culturels privilégiant, entre autres, la définition d'aires culturelles et occultant du même coup d'autres rapports sociaux. La géographie sociale, plus soucieuse des questions d'inégalité et d'injustices sociales, est nécessairement moins friande de cette lecture communautaire des sociétés et préfère éclairer les autres clivages sociaux et les formes d'universalité des rapports de pouvoir.

## COMMUNAUTÉS, IDENTITÉS

La notion de communauté n'est donc pas reconnue comme un concept opératoire en géographie sociale. Elle

est considérée comme phénomène archaïque, renvoyant à des rapports sociaux révolus, détruits par l'émergence des rapports de classe et la primauté de l'économique. Mais elle est surtout suspectée d'être une couverture idéologique portant la nostalgie de la communauté, des relations paroissiales unanimes, présentant des relents réactionnaires, occultant les autres formes de rapports sociaux. Cette préoccupation a été au centre d'un des derniers colloques de Cerisy qui a rassemblé une quarantaine de chercheurs en sciences sociales. Les analyses n'y sont pas faites en terme de communautés mais de réflexion sur les identités, le multiculturalisme, la mémoire et l'affirmation d'un lien toujours présent au politique et le souci de décrypter les rapports de domination. Il ne s'agit nullement d'occulter la dimension culturelle, mais d'affirmer le souci scientifique de ne pas s'y restreindre. "Une tendance malheureuse de la recherche des années quatre-vingt et 90 a été de trop souvent dissocier la question sociale et la question culturelle, les problèmes d'inégalités et ceux de la différence. S'il faut distinguer analytiquement les registres, il faut aussi penser leur relation et leur imbrication. (...) La différence culturelle ne peut être pensée sans référence aux inégalités qu'elle fonde ou accompagne, ou sur lesquelles elle repose." (Ohana J. 2001, p 11).

La recherche sur les communautés, lorsqu'elle se présente comme une fin en soi est nécessairement tronquée, par exemple parce qu'elle a tendance à occulter des phénomènes ségrégatifs qui peuvent la transcender. La communauté est plus un outil malléable et en recomposition constante qu'un concept.

Par ailleurs, la disjonction de plus en plus fréquente entre communauté et proximité spatiale amène à reconsidérer le ciment de ce qui a pu favoriser l'émergence des communautés rurales décrites historiquement en Europe. L'appartenance à une communauté, définie au premier chef par la proximité se trouve dépassée par d'autres systèmes d'appartenance qui ont su libérer les populations des rapports traditionnels (syndicats, associations etc.). Bref, l'articulation entre les deux doit être reformulée pour cause d'élargissement des espaces vécus et de mobilité croissante... Curieusement, ce sont les formes d'agrégation sans proximité qui sont fréquemment reconnues de l'extérieur comme des communautés: les Portugais de France, les Pakistanais du Royaume Uni.

Le basculement de notre monde du rural vers l'urbain au tournant du millénaire a correspondu parallèlement à l'éclatement des "communautés traditionnelles", notam-

ment en lien avec les nouvelles dimensions culturelles, économiques, spatiales, relationnelles de l'urbain. Cela a favorisé l'émergence de sociabilités élargies. Sont-elles pour autant de nouvelles formes de communautés? À l'heure des réseaux, de l'accélération de la mondialisation, "la "ville globale" est devenue un lieu où s'ancre l'économie globale et où se localisent certaines de ses principales dimensions sociales et culturelles du fait de l'action des capitalistes, mais aussi de celle des immigrés et des femmes". (Ohana J. 2001, p 12)... Certaines études privilégient l'entrée par ce type de groupes sociaux ou segments de groupes sociaux (ex.: les jeunes issus de l'immigration en France) en montrant leur mode d'agrégation. De multiples autres formes d'agréations ont émergé. "Des liens et du sens se recréent en permanence, des formes d'engagement émergent des cadres microsociaux" (Agier M., 1999, p. 158). La communauté est ce qu'en fait le regard extérieur. En ville, la diversité des modes des compositions sociales, ethniques et culturelles permet de se pencher sur les modes d'agrégation et de segmentation. Les multiples relations sociales sont par exemple mises en évidence par Grafmeyer (Grafmeyer, 1994). Une des questions posées est de savoir si les relations communautaires sont déterminantes de ces relations sociales. M. Agier nous montre la ville comme un espace où "toute communauté, toute appartenance deviennent (...) réversibles" (Agier M., 1999, p. 57). Il nous parle de la "machine à fabriquer les identités" et dénonce "une tendance dangereuse et de plus en plus répandue (qui) consiste à créer et réitérer des stigmatisations identitaires à partir de différences sociales, voire conjoncturelles, aboutissant même à une naturalisation idéologique de ces différences". Les inégalités sont occultées au profit de différences culturelles. Il voit une sorte de naturalisation des identités et note que "cette tendance est contemporaine de l'accélération et de la massification des mobilités qui ont les villes comme point de chute quasi systématique". "Ceux qui inventent des communautés et les tiennent à distance perdent toute possibilité de contact et donc d'expérience de la réalité de l'autre (...) Les fabrications identitaires bloquent les possibilités de changement social et les barrières identitaires opèrent comme une chape de plomb sur une masse grandissante de citoyens" (Agier M., 1999, p. 58). Nous sommes bien là dans le discours critique qui alimente la réticence à privilégier la communauté comme mode de lecture des espaces et des sociétés, et dans ce cas à l'échelle précise des villes ou des agglomérations.

En opposition, la communauté, telle qu'elle est valorisée dans le monde anglo-saxon ne semble pas si lointaine de celle véhiculée par la notion allemande de *Gemeinschaft*, privilégiant des valeurs "originelles".

## LE RETOUR ?

Forme marginale de l'organisation sociale, pour cause d'urbanisation et d'industrialisation, bref de modernité, la communauté réapparaît sous d'autres formes, mais limitées à des groupes ou segments de la société. La notion peut être pertinemment employée pour les *retirement communities* des États-Unis, décrites par C. Pihet (1999) et pour l'ensemble des formes de retranchement des catégories aisées riches des Amériques : *gated cities*, *barrios cerrados* etc. Dans tous ces cas, la définition passe par l'appartenance à une strate sociale qui permet de sortir des localisations ordinaires et de faire communauté dans la proximité avec des semblables. Ces formes sont indiscutables car définies de l'intérieur par les populations concernées, et facilement reconnues de l'extérieur par les autres. Reste à savoir si d'autres formes d'agrégation de populations homogènes socialement, mais sans matérialisation des limites ou contraintes d'accès, peuvent être reconnues comme des communautés par les formes de solidarité, d'actions communes, les manifestations d'intérêts communs.

Le modèle premier, spatialement ancré, de la communauté retrouve vigueur, certainement par nostalgie du village ou de la petite ville (aux États-Unis), dans nombre d'opérations d'aménagement urbain (Talen, 1999). Aux États-Unis, l'utopie des Villages de la planification urbaine prospère et repose sur l'exaltation de la proximité et la tentative de réduction de la mobilité pour renforcer l'enracinement des populations, et donc la multiplication des relations interpersonnelles (Billard, 1999). De la même façon, mais à destination de populations moins hétérogènes, les politiques de la ville en France essaient de promouvoir des centralités et des espaces communs en espérant leur usage collectif et l'émergence de rapports sociaux plus intenses. Localement, dans nombre d'agglomérations, une politique d'équipements collectifs de quartier tente de reconstruire des rapports sociaux dans une aire géographique déterminée.

L'interrogation des échelles vient apporter une autre dimension à nos interrogations au sujet des commu-

nautés. À un moment où les échelles privilégiées se resserrent autour de l'articulation "local-mondial", il convient cependant de noter que les communautés les plus reconnues sont celles d'espaces lisibles à l'échelle intermédiaire : il s'agit des nations dont certaines ont débouché sur des États. La définition du terme de "nation" insiste bien, sur le ciment communautaire qui la soude. La nation est "l'ensemble des êtres humains, vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de tradition, parfois de langue, et constituant une communauté politique" (*Grand Larousse Universel*, 1992). La Nation ne serait-elle pas finalement le summum, l'idéal de l'évolution du stade communautaire ? On a, en tout cas là, une adéquation entre une échelle intermédiaire et une expression communautaire forte. L'évolution actuelle tend à effacer cette échelle au profit des particularités du micro-local où les communautés recherchent nécessairement d'autres points de cohésion. La montée en puissance des discours communautaires à ce niveau micro-local n'accompagne-t-elle pas en fait une mondialisation productrice d'inégalités qui se traduisent par des segmentations, des recompositions et de nouvelles affirmations d'appartenances fondées sur la différence.

**Références :**

- AGIER M., 1999, *L'invention de la ville, banlieues, townships, invasions et favelas*, éd. Archives contemporaines, 163 p.
- BILLARD G., 1999, Un nouvel agencement de l'environnement urbain pour une nouvelle forme d'organisation sociale? *Annales de Géographie*, n° 611.
- BLACHE J., 1933, *L'homme et la montagne*. Paris, Gallimard., Coll. Géographie Humaine. 185 p.
- BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., 1992, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus, La Documentation française, 518 p.
- DEFFONTAINES P., 1948, *Géographie et Religions*. Paris, Gallimard., Coll. Géographie Humaine.
- DI MÉO G., 1991, *L'Homme, la Société, l'Espace*. Paris, Anthropos.
- DUBY G. (dir.), 1992, Histoire de la France rurale, Points, Histoire, t.2, 714 p.
- ESPOSITO R., 2000, *Communitas, origine et destin de la communauté*, PUF, Paris.
- FRÉMONT A., CHEVALIER J., HÉRIN R., RENARD J., 1984, *Géographie sociale*, Paris, Masson.
- GRAFMEYER Y., 1990, *L'École de Chicago*, Aubier, 377 p.
- HILLERY G. A., 1955, Definitions of Community: Areas of Agreement. *Rural Sociology*, n° 20.
- JUILLARD E., 1953, *La vie rurale dans la plaine de Basse-Alsace*. Ed Le Roux, Strasbourg-Paris, 582 p.
- OHANA J., WIEVIORKA M. (sous la dir.), 2001, *La différence culturelle, Une reformulation des débats, Colloque de Cerisy*, Balland, 479 p.
- PIHET C., 1999, Le développement d'une territorialisation produite par l'âge: les "retirements communities" aux États-Unis. *Annales de Géographie*, n° 608.
- SORRE M., 1961, *L'homme sur la terre*. Paris, Hachette, 365 p.
- TALEN E., 1999, Sense of Community and Neighbourhood Form: An Assesment of the Social Doctrine of New Urbanism. *Urban Studies*, Vol 36, n° 8.
- TÖNNIES F., 1944, *Communauté et société*. Paris, PUF.